

PORT-DE-BOUC / Patricia Fernandez s'oppose au projet. Le point sur la situation

Polémique autour de la fermeture du trésor public

Par Sabrina Testa

martigues@laprovence-pressu.fr

Fermera, fermera pas... Le 6 décembre dernier, Patricia Fernandez, maire de la commune, reçoit une lettre de Patrick Gatin, trésorier payeur général des Bouches-du-Rhône, qui annonce la fermeture de la trésorerie de Port-de-Bouc. Immédiatement, la première magistrate réagit: "C'est un coup dur pour notre population, notamment la plus fragilisée qui connaît de grandes difficultés de déplacement, qui devra se rendre à la trésorerie de Martigues pour tout ce qui concerne les relations avec l'administration fiscale."

La fusion des deux structures était alors prévue pour le 1^{er} janvier, avec un transfert de tous les postes sur Martigues. "On s'est rendu compte que le service n'était pas rendu dans de bonnes conditions car il manque deux employés, estime Patrick Gatin. Mais prenant compte des arguments de madame le mai-

Dialogue Social?

Heureusement qu'on lit les Journaux !

► "Je continuerai à me battre pour préserver les services publics que la politique du gouvernement actuel menace." / PHOTO S. GUÉROULT

re, j'étudie la possibilité de maintenir une équipe dans les locaux de Port-de-Bouc pour l'accueil du public. Seules les finances municipales seront délocalisées à Marti-

gues." Enfin pour un certain temps, "en attendant qu'il y ait une meilleure desserte de transports en commun entre les deux villes" précise le trésorier payeur général. "Un

mieux, selon Patricia Fernandez. Mais je trouve que la situation n'est pas réglée de manière juste et pertinente par rapport à la réalité locale. Il faudrait plutôt créer deux postes supplémentaires sur Port-de-Bouc pour faire face aux demandes importantes de la population."

La première magistrate ne manque pas d'arguments pour continuer ses efforts de persuasion. Elle a d'ailleurs recueilli plus de 3 000 signatures d'habitants qui s'opposent à la fermeture. "La réduction des services publics de proximité est source d'inégalité, insiste-t-elle. Et ne répond pas au besoin de solidarité nationale. C'est un enjeu de justice sociale."

À Port-de-Bouc, la fréquentation du guichet de la trésorerie atteint chaque année un taux supérieur à 10% de la population totale. Si la situation reste en l'état, après ce revirement de situation, le guichet devrait toujours accueillir les habitants en début 2008, mais avec un poste et des services en moins. ■